



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel: +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

**Le Comité Exécutif du CECAL présente ses compliments et a l'honneur de transmettre
l'invitation pour participer au Séminaire**

***“ Sommet de Mexico : Dialogue UE - Amérique latine
Construction démocratique : nouvelles tendances ”***

Organisée par le Centre d'Etude et de Promotion des Relations entre
les Pays de la C.E. et de l'Amérique Latine - CERCAL

Université libre de Bruxelles - ULB,
Campus du Solbosch, Bâtiment H, Local H 1308,
Avenue Héger, 1000 Bruxelles

Mardi 9 mars 2004, 19h00

Sujet / Conférenciers

Le cas du Brésil: M. Jean-Francois DELUCHEY, Docteur en Science politique à l'IRD
et au CREDAL - CNRS, Université de Paris III

Le cas du Guatemala: SE Christine STEVENS, Chef du Service Amérique latine au Service
fédéral belge des affaires étrangères

Le cas du Pérou: M. Michel CELI VEGAS, Président du Centre d'Echanges et Coopération
pour l'Amérique latine - CECAL, Genève



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel: +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

Au nom du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine – CECAL, je remercie les organisateurs de ce Séminaire de m'avoir invité à intervenir sur un sujet très important relatif à la réalité changeante de la démocratie au Pérou. Les événements des derniers mois démontrent des éléments préoccupants et rassurants. Préoccupants, par le fait que tous les secteurs politiques, économiques et de la société civile ont pris conscience de la gravité de la crise institutionnelle du pays et participent de manière conjointe à la recherche de solutions pour maintenir un certain équilibre. Rassurants, par le fait que les éventuelles solutions seront trouvées dans le respect de la démocratie ; la probabilité d'une intervention des forces armées est exclue.

Permettez-moi de formuler quatre interrogations pour mieux mener cet exposé.

La première : quelles ont été les caractéristiques de la démocratie au Pérou entre 1980 et 2000 ? Pour ce faire, je procéderai par un bref résumé historique.

1. Le retour de la démocratie: les années 80 et la reconstruction institutionnelle

Le retour à la démocratie s'est produit au Pérou avec l'instauration d'une Assemblée dédiée à la rédaction d'une nouvelle Constitution en 1979. Les militaires qui étaient au pouvoir entre 1968 et 1980 (1968-1975, le Général Velasco Alvarado; 1975-1980, le Général Francisco Morales Bermudez) laissent la place aux partis politiques pour définir le processus électoral, élire le Président et les Parlementaires. Ainsi lors des élections de 1980, c'est M. Fernando Belaunde Terry du parti Acción Popular, représentant de la droite et ancien Président (1963-1968), qui gagne la Présidence de la République. Le parlement était composé de deux chambres : des députés et des sénateurs. L'Exécutif a alors adapté les Décrets-lois édictés par les militaires au fonctionnement du pouvoir judiciaire. Le Pérou suivait la tradition démocratique qui se dessinait dans d'autres pays de la région. Sur le plan économique, des problèmes financiers ont obligé le gouvernement à faire appel à des programmes du FMI et de la banque mondiale pour équilibrer les finances publiques.

Lors des élections de 1985, Alan Garcia Pérez du parti « Alianza Popular Revolucionaria Americana » (APRA), parti de centre gauche, devient le Président pour la période 1985-1990. Pendant les premières années de son gouvernement l'augmentation du pouvoir d'achat des classes populaires, la thèse de la limitation du paiement de la dette externe à 10% des exportations, les réformes populistes, etc. ont alimenté l'espoir des Péruviens d'avoir trouvé une option de développement. Son gouvernement s'est éclipsé les dernières années laissant comme héritage l'hyper-inflation, le terrorisme, les mesures de nationalisation et d'expropriation du système bancaire. Il est accusé d'avoir profité du pouvoir pour son enrichissement personnel. Réfugié en Colombie, il ne rentrera au Pérou que pour participer aux élections de mai 2001.

Pendant cette décennie, la démocratie s'est développée en même temps que prenait fin la guerre froide sur la scène internationale. Les problèmes de financement et la crise de la dette qui éclate en 1982 devaient se résoudre avec les négociations continues des accords de stabilisation du FMI. Des renégociations des dettes publique directes et avalisées par l'Etat se sont déroulées dans le cadre du Club de Paris et avec des syndicats bancaires.



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel: +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

2. Le populisme électoral: alternative aux partis traditionnels

En 1990, lors de la confrontation électorale entre les leaders de l'APRA et du FEDREMO (Frente Democrático, coalition des partis de droite, avec à sa tête l'écrivain Mario Vargas Llosa), les électeurs n'hésitent pas à rechercher des options avec d'autres candidats. Alberto Fujimori, ancien recteur de l'Université Agraire « La Molina », avec son groupement « Cambio 90 » utilisant le slogan « paix, honnêteté et travail » attaque les propositions de Mario Vargas Llosa sur les politiques de choc contre l'hyper-inflation. De même, il profite des thèmes raciaux laissant entendre que le représentant des blancs, né dans la bourgeoisie et éduqué en Europe, ne connaissait pas bien le Pérou. Fujimori réunit aussi dans sa formule présidentielle la diversité raciale du Pérou: « el chino, el cholo y el negro »; il était accompagné de Maximo San Roman, un entrepreneur métisse de Cuzco et de Carlos Garcia, un pasteur baptiste. L'appartenance populaire et la connaissance des réseaux communaux et locaux des deux vice-présidents détermineront l'appui populaire reçu par « Cambio 90 ». Ce groupement se disait le protecteur et le défenseur des laissés pour compte des partis politiques traditionnels et des gouvernements des dix précédentes années. Bref, l'option Fujimori sur le plan théorique, devait fonctionner pour favoriser les plus démunis.

« El chino » gagne les élections en 1990 au deuxième tour face à Mario Vargas Llosa. Dès sa prise de pouvoir, Fujimori applique des mesures draconiennes, similaires à celles proposées par Vargas Llosa, pour faire face à l'hyper-inflation : élimination complète des subsides entraînant l'augmentation des prix des aliments, de l'électricité (+500%) et de l'essence (+3000%). En 1991, le FMI a approuvé son plan de stabilisation économique avec la bénédiction de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine du Développement. En septembre 1993, Abimael Guzman, le chef du groupe maoïste « Sentier Lumineux » (SL) est arrêté.

En avril 1995, Fujimori remporte les élections, pour un deuxième mandat, face à Javier Pérez de Cuéllar, ancien Secrétaire Général des Nations Unies. En janvier 1995, éclate un nouveau conflit avec l'Equateur, lequel se termine avec un accord de paix en octobre 1998. En 1996, le FMI approuve un autre plan financier. En décembre 1996, le groupe armé Tupac Amaru (MRTA) effectue une prise d'otages à l'ambassade du Japon, laquelle s'est résolue en avril 1997 laissant derrière elle quelques victimes malgré tout. En 1997, Victor Polay Campos leader principal du MRTA est arrêté.

Les gouvernements Fujimori se sont développés dans un contexte de globalisation économique et sous les commandements établis par le Consensus de Washington: libéralisation économique, ouverture des marchés nationaux, privatisation des entreprises, réduction ou élimination des droits douaniers, politiques économiques restrictives des dépenses publiques pour finir avec l'hyper-inflation. Les indicateurs macro-économiques présentent les gouvernements Fujimori comme des exemples de réussite auprès des organismes internationaux et le Pérou a alors réinséré le système financier international. Les mesures mises en place ont résolu l'hyper-inflation et le terrorisme, les deux problèmes qui rongeaient le peuple.



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel: +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

A la fin de son deuxième mandat, Fujimori avait déjà adapté les structures de l'Etat pour lui permettre de continuer au pouvoir. Après un processus électoral très contesté, qui s'est déroulé en avril et mai 2000, à la majorité absolue à deux tours, le vainqueur de ces élections, Alberto Fujimori et ses partisans de l'Alliance électorale "Pérou 2000" ont essayé de se pérenniser au pouvoir. Ces élections se sont réalisées sans la participation d'observateurs internationaux, ce qui a poussé le principal candidat de l'opposition, Alejandro Toledo à se retirer avant le deuxième tour. Les Etats-Unis, les pays européens et latino-américains et l'Organisation des Etats Américains (OEA) ne faisaient plus confiance aux décisions de Fujimori. L'abandon des appuis externes ainsi que la révélation des réseaux de corruption ont précipité la chute de son régime.

La deuxième interrogation est : quelles ont été les preuves des violations des droits démocratiques? Ceci nous oblige à décrire les dix ans de gouvernement Fujimori-Montesinos.

1. L'instauration d'une dictature: la corruption institutionnalisée

L'instauration de la dictature avait commencé avec la suspension des activités parlementaires en avril 1992 et la convocation d'une Assemblée pour rédiger une nouvelle Constitution, qui a été approuvée par référendum en octobre 1993 et dans l'élaboration de laquelle n'avaient pas participé les partis traditionnels. Le Parlement devient unicaméral. Pour se représenter à un troisième mandat, Fujimori a fait approuver une loi interprétative de la nouvelle Constitution en 1996, a choisi les juges et les fonctionnaires du système électoral afin de manipuler les résultats des élections.

Le contrôle des pouvoirs et des institutions était planifié et exécuté par Montesinos, considéré comme « l'éminence grise » des gouvernements Fujimori. Des alliances avec la haute hiérarchie militaire, la collusion des juges, le compromis avec des groupes financiers, le chantage envers des membres des partis politiques, la manipulation des médias, le financement des campagnes politiques, l'acquisition d'armes et l'extorsion des opposants au régime etc. étaient des actions courantes dans le réseau de corruption défini par le Service de l'intelligence Nationale (SIN) dirigé par Montesinos.

Montesinos cumulait des pouvoirs illimités qui irritaient l'armée et la classe politique. Les nominations des Ministres, des juges, des procureurs et des hauts fonctionnaires étaient faites par lui de même que les discours des Ministres, les projets de lois et les lignes directrices des décisions judiciaires. En échange, « Le docteur », comme on appelle cet ancien membre des forces armées évincé pour vendre des secrets militaires, ancien chauffeur de taxi et avocat de narcotrafiquants, qui posséderait aujourd'hui une fortune colossale, payait des commissions extraordinaires d'origine douteuse, en provenance du narcotrafic, de la privatisation d'entreprises et de la vente d'armes. Face à des pressions de tous les secteurs, Fujimori n'aura pas d'autre option que de le présenter de manière publique en octobre 1996 en tant que son Conseiller.



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel : +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

Les « Vladivideos », qui avaient été enregistrées par le SIN comme moyen de chantage envers ceux qui avaient accepté des fonctions publiques et en échange de commissions sous forme de « dessous de table », constituent les preuves irréfutables de la corruption généralisée au Pérou. Selon des sources proches du gouvernement, il en existerait approximativement 2'000 exemples : un certain nombre a été mis au grand jour et on soupçonne que les plus compromettantes sont en possession de Montesinos et Fujimori.

Il semblerait aussi que Montesinos était un membre actif du réseau de corruption internationale. Il a arrangé le conflit territorial avec l'Equateur pour distraire l'opinion publique lors des élections de 1995. Il a participé au trafic d'armes vers l'Equateur et des Forces Révolutionnaires Armées de la Colombie (FARC). Il avait des complices dans les pouvoirs et institutions en Equateur, Colombie, Venezuela et Argentine.

2. La découverte des scandales : la chute du régime

Au début de son troisième mandat en juillet 2000, Fujimori avait promis aux Etats-Unis et à l'Organisation des Etats Américains (OEA) de faire des réformes institutionnelles. Il avait nommé M. Federico Salas, ancien candidat présidentiel au poste de Premier Ministre. Mais les problèmes de coalition se posèrent au Parlement où malgré les essais de fraude, Fujimori n'a pas réussi à obtenir une majorité suffisante. Montesinos avait initié des contacts avec certains parlementaires pour les rallier à la majorité de l'Alliance Pérou 2000. Et c'est précisément une vidéo montrant une scène de corruption, présentée par des parlementaires d'opposition en septembre 2000, qui est à l'origine de la chute du régime. A partir de ce fait, le système dessiné par Montesinos commence à tomber comme un château de cartes. Fujimori a essayé de distraire aussi l'opinion publique en se présentant aux côtés de Montesinos pour annoncer le démantèlement d'un trafic d'armes en provenance de la Jordanie pour la Colombie ; ce fait a été l'objet d'un scandale qui envenima les relations avec les gouvernements américain et jordanien.

Alors, Fujimori n'a plus d'autre possibilité que d'annoncer la convocation de nouvelles élections et la désactivation du SIN. La complicité de Fujimori pour protéger Montesinos est apparue au grand jour lors de la demande d'asile politique de ce dernier au gouvernement de la Présidente du Panama, Mireille Moscoso. Après un séjour de 30 jours au Panama, Montesinos a décidé de rentrer au Pérou. Fujimori en utilisant un faux procureur a initié sa recherche dans toutes les casernes de Lima et a même réquisitionné des installations du SIN. Toutes ces actions lui ont permis de gagner du temps pour préparer sa propre fuite du Pérou en même temps qu'il favorisait la fuite de Montesinos. Celui-ci avait préparé un coup d'Etat désignant comme Président M. Carlos Boloña, ancien ministre de l'Economie. Heureusement, l'idée du putsch n'avait pas reçu l'approbation de la junte militaire qui luttait déjà contre le pouvoir sans limite de Montesinos. Les efforts de Montesinos pour se maintenir au pouvoir se sont épuisés et il n'a plus d'autre option que de s'enfuir vers le Venezuela ; arrêté il sera renvoyé au Pérou et mis en prison.



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel : +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

3. La démission de Fujimori: un gouvernement transitoire pour sauvegarder la démocratie

En novembre 2000, Fujimori a fui le Pérou en profitant de l'autorisation qui lui avait été donnée par le Congrès pour participer au Sommet des pays Asie-Pacifique au Brunei. Il s'est rendu au Japon pour y rester en se rappelant soudainement sa nationalité japonaise, très controversée et qui était un secret d'Etat jusqu'à cette date. Depuis le Japon, Fujimori a présenté sa démission de la Présidence. Le congrès péruvien ne l'a pas acceptée et, en application de l'article 34 de la Constitution, a décidé de déclarer la vacance de la présidence pour incapacité morale permanente de Fujimori et a nommé Valentin Paniagua, Président du Congrès comme Président ad-interim. Le 23 février, le Congrès a décidé d'entamer une procédure judiciaire pour délit d'abandon de pouvoir.

M. Paniagua, un parlementaire représentant d'Accion Popular, parti de droite qui avait fait partie de l'Alliance FREDEMO de Vargas Llosa en 1990, a dû franchir divers pièges tendus par des partisans de Fujimori. Il a nommé Javier Pérez de Cuéllar, pour présider le Conseil des Ministres. Celui-ci a convoqué des représentants académiques et des milieux d'entreprises qui avait une certaine réputation. Paniagua et son gouvernement ont subi des attaques de personnes liées à l'ancien régime argumentant que certains de ses ministres appuieraient la candidature de Toledo, que le Ministre de la Justice avait fait apparaître des vidéos selon sa convenance et que lui-même maintenait encore des relations avec des proches de Fujimori.

Pendant le gouvernement de Paniagua le Pérou a essayé de reconstruire ses institutions et les divers secteurs de la population montraient un certain soulagement, une forme de libération de la dictature. Les membres du Tribunal Constitutionnel évincés par Fujimori ont été remis à leurs postes. Le Pérou est revenu à la juridiction de la Cour Internationale des droits de l'homme du Costa Rica. Le Parlement a approuvé une loi contre la corruption. Les tribunaux péruviens ont entamé des procédures judiciaires contre les membres du réseau de Montesinos, accusés d'abus de pouvoir, de détournement de fonds publics, d'enrichissement illégitime et de violations des droits de l'homme.

La troisième question est relative au gouvernement Toledo. Ce gouvernement a-t-il pu restaurer la confiance et restructurer les institutions pour consolider la démocratie? Voyons le parcours suivi par Toledo depuis son ascension au pouvoir et les diverses difficultés rencontrées sur le plan politique.

1. Les élections d'avril 2001: l'espoir de la population

Les partis politiques évincés pendant les gouvernements Fujimori sont de retour aux élections du 8 avril 2001 pour lesquelles se sont présentés 8 candidats à la Présidence et 13 listes parlementaires. Quatre des candidats à la Présidence étaient déjà actifs dans la vie politique des 15 dernières années : Alejandro Toledo de Perú Posible, Lourdes Flores Nano de Unidad Nacional, Alan García Pérez de l'APRA et Fernando Olivera du Frente Independiente Moralizador (FIM).



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel : +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

Les 15 millions de Péruviens -le vote étant obligatoire de 18 à 70 ans- qui ont voté aux deux tours ont du décider entre Alejandro Toledo -l'économiste de Standford, 55 ans- qui a mené la campagne d'opposition contre le gouvernement Fujimori et, Alan Garcia, ancien Président connu pour avoir laissé un pays ruiné avec l'hyper-inflation et le terrorisme. La révélation des vidéos compromettant les candidats, les attaques personnelles entre eux telles que la non reconnaissance de paternité de Toledo et l'enrichissement illicite, la revendication de l'image de l'Indien ainsi que les mesures contre le néolibéralisme parmi d'autres, ont été mis en évidence lors de la campagne électorale, oubliant de présenter des programmes en faveur des classes défavorisées.

Les 27 millions de Péruviens attendaient que la communauté internationale continue à aider la reconstruction du Pérou et que les actions menées par M. Fujimori conduisant à la violation des droits fondamentaux de la personne, soient punies puisqu'il n'a pas hésité à s'emparer de sa nationalité japonaise pour quitter à jamais le pays. Pour ce qui est de Montesinos, on s'attendait à ce qu'aucun gouvernement ou institution complice ne permette le développement des actions pernicieuses de son réseau de corruption.

2. La présidence de Toledo: la désillusion et le mécontentement des Péruviens

Lorsque le 28 juillet 2001 Alejandro Toledo prête serment en tant que Président élu au suffrage universel, les Péruviens rêvent à l'établissement d'un gouvernement d'unité nationale permettant de retrouver la stabilité politique et économique en éliminant les réseaux de corruption instaurés pendant les gouvernements de Fujimori - Montesinos.

A mi-mandat, le gouvernement Toledo semble ne pas trouver la voie pour instaurer un scénario de stabilité politique. Les mesures économiques entreprises n'ont pas pu favoriser la majorité, les 65% représentant les sous-employés, gagnant moins de 170 dollars par mois; les clivages de 27 millions de Péruviens, dont 14 millions se trouvent dans la pauvreté, semblent s'agrandir. Néanmoins il a réussi à présenter un pays qui remplit des conditions imposées par les organismes financiers internationaux : le Pérou compte avec des réserves internationales suffisantes, le déficit fiscal est contrôlable, la croissance du produit brut atteint entre 4.5% et 5.0% en 2002.

Le peuple et les divers secteurs ont montré leur mécontentement à diverses reprises pour le manquement aux promesses électorales et surtout pour l'inexistence de programmes pour la création de nouveaux postes de travail. Des grèves régionales, telles que celle d'Arequipa pour empêcher les privatisations d'Egasa et d'Egosur, les résultats des élections régionales défavorables au parti de Toledo et les sondages de popularité -récemment inférieurs à 10% d'acceptation- ne font que montrer que les Péruviens n'ont plus confiance en leur gouvernement et que les possibilités de changement sont maigres. Mais où se localisent les causes du mécontentement populaire ? Autrement dit, pourquoi la figure de Toledo, créée pour lutter contre le « Fujimorisme – Montesinisme », n'a pas su capitaliser les attentes de son peuple et établir un gouvernement crédible ? Pourquoi le « cireur de chaussures » éduqué à Standford, symbole de la réussite populaire, s'est montré incapable à initier la transformation du pays ? D'abord, il semblerait être le résultat de certains agissements personnels qui sont interprétés par le peuple comme une certaine intransigeance et trahison à ses origines populaires; ensuite, ce serait le fruit du comportement de ses alliés politiques et la faible capacité de son parti à se concerter.



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel: +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

Les événements personnels produits pendant le gouvernement Toledo ont irrité les couches sociales populaires. La reconnaissance forcée de la paternité de sa fille Zarai, sujet nié pendant la campagne politique, l'établissement d'un salaire atteignant US\$ 18'000 en tant que Président et l'augmentation conséquente des salaires des autres fonctionnaires, le placement de ses proches dans l'administration publique, les mensonges sur le contrat de travail de sa femme (consultant pour une banque péruvienne et pour des organismes de coopération), des voyages privés et des travaux de grande envergure dans le Palais du gouvernement, etc. sont des exemples que le peuple ne peut pas oublier lorsque son Président lui demande l'austérité économique et la compréhension pour continuer à diriger le pays.

Dans l'administration de son gouvernement, Toledo semble ne pas montrer une continuité dans ses actions. La faiblesse du gouvernement s'est révélée par le changement permanent de certains ministres. Il vient de nommer son cinquième Cabinet dans une conjoncture très délicate pour la démocratie péruvienne dans laquelle plusieurs regroupements donnent comme un dernier espoir pour rester au pouvoir. Rappelons que son premier cabinet présidé par l'indépendant Roberto Dañino, resta 12 mois; son successeur, le parlementaire du parti de Toledo Luis Solari, 11 mois; l'indépendant Béatriz Merino, 6 mois; Carlos Ferrero du parti de Toledo, 2 mois; depuis le 17 février 2004 Ferrero préside un Conseil de Ministres composé de personnalités indépendantes, sans la participation de son allié le Frente Independiente Moralizador (FIM). Son gouvernement n'est plus crédible, les membres de son gouvernement sont accusés de corruption, de népotisme. Son premier Vice-Président et alors Ministre du Commerce Extérieur, M. Raul Diez Canseco soupçonné d'avoir favoriser certaines exonérations fiscales à des proches, a été contraint à démissionner; le leader du FIM, Fernando Olivera, est soupçonné d'avoir eu des contacts avec les membres du réseau de corruption de Montesinos-Fujimori ; son Conseiller en Intelligence, M. Almeyda, a été arrêté soupçonné d'avoir poussé au suicide un militaire de confiance de Montesinos ; la désignation des ministres se fait en fonction de la conjoncture pour calmer les luttes intestines du parti au gouvernement. Bref, la concertation promise par Toledo n'est plus possible étant donnés les malaises qui sont créés à l'intérieur du gouvernement avec les hommes de confiance du Président.

Une question finale : Quelles sont les transformations qu'a connues la démocratie au Pérou? En marge du mécontentement et des conflits entre partis politiques, la démocratie péruvienne a quand même évolué ou en tout cas fait des avancées progressives ces dernières années comme conséquence de la concertation avec des organismes régionaux tels que l'Organisation des Etats Américains (OEA) et l'intégration de la société civile.

1. Les avancées pour la démocratie: le multilatéralisme et la concertation

L'OEA a participé activement à la résolution de la crise de la démocratie au Pérou. Il est nécessaire de mentionner la Résolution 1753 approuvée lors des élections d'avril 2000, élaborée suite à des réunions permanentes entre le gouvernement, l'opposition démocratique et certains secteurs de la société civile.



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel: +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

La Résolution ne contient pas de sanctions mais elle a mis en évidence l'étroite relation entre démocratie, respect des institutions, séparation des pouvoirs, droits humains, existence de standards relatifs aux processus électoraux et liberté d'expression. La Résolution prévoit un mécanisme de suivi au plus haut niveau. L'OEA a présenté 29 points fondamentaux qui devaient être résolus dans un délai inférieur à deux ans; la mission de l'OEA devait rester au Pérou jusqu'à la résolution des 29 points. Ce mécanisme coordonné a eu des résultats favorables pour la démocratie car il a fragilisé et isolé le gouvernement Fujimori au début de son troisième mandat. L'OEA a prêté son aide dans la crise du début de cette année.

La Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR), créée en juin 2001 pendant la Présidence transitoire de M. Valentin Paniagua, a publié le 28 août 2003 son rapport final analysant les formes dans lesquelles s'est développé le conflit armé interne entre les groupements subversifs (Sentier Lumineux -SL et Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru- MRTA) et l'Etat Péruvien. Il conclut au besoin urgent de réformer les structures politiques, économiques, sociales et institutionnelles avec l'appui de la communauté internationale. Ce type de Commission a été créé aussi dans d'autres pays latino-américains (Chili, Argentine, Guatemala) et elle a eu pour objectifs de mettre en évidence les violations des droits de l'homme et prendre des mesures pour éviter leur répétition dans l'avenir.

L'accord National est la principale proposition de concertation du gouvernement Toledo. Il compte avec la participation des leaders des partis politiques, des organisations sociales et des institutions religieuses. L'accord a été signé le 22 juillet 2002, a instauré un Forum Permanent de Consultations et comprend quatre objectifs: a) Démocratie et Etat de droit; b) Equité et Justice Sociales; c) Compétitivité du pays; d) Etat efficace, transparent et décentralisé. Pour le mettre en place, le gouvernement a établi 29 politiques d'Etat comme base de transition et la consolidation de la démocratie, l'affirmation de l'identité nationale et l'établissement d'une vision partagée du pays à l'avenir. Sa réussite est de la responsabilité de tous les secteurs politiques.

Le gouvernement Toledo a approuvé la loi des partis politiques, Loi N° 28094 du 31 octobre 2003. Des élections pour élire les gouvernements régionaux se sont réalisées en 2002. La charte démocratique sous les auspices de l'OEA a été signée à Lima en octobre 2001. Cette législation et les mécanismes d'élection montrent que, même si elle passe par des crises conjoncturelles et devient fragile, la démocratie existe au Pérou.

2. Perspectives de la démocratie au Pérou

Les divers secteurs socio-économiques attendent des changements profonds dans l'action du gouvernement. Trouver la solution à des crises conjoncturelles en considérant uniquement les changements de Ministres, ne signifie pas forcément attaquer les racines de l'instabilité démocratique. Une instabilité qui est le fruit de la corruption généralisée laissée par Fujimori et l'impopularité de Toledo. La conduite du gouvernement Toledo est contrainte à changer. Autrement dit, les divers acteurs politiques demandent au Président de laisser travailler le Premier Ministre et les Ministres pour rectifier le management du pays. Les membres de son nouveau cabinet et d'autres hauts fonctionnaires doivent être des personnes qui ne soient pas passibles de menaces ou d'extorsion des réseaux de corruption. Rappelons que Fujimori depuis le Japon -moyennant son programme « La hora del chino » et son site Internet- et Montesinos, depuis la prison dans la base Naval du Callao, continuent à commanditer des actions précises pour déstabiliser le gouvernement et certains de leurs partisans au Pérou songent déjà à une nouvelle alliance électorale pour les élections prochaines.



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel : +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

Toledo semble expérimenter le décalage existant entre le discours du candidat et la réalité du gouvernant, similaire dans d'autres pays. Au Mexique le gouvernement Fox n'a pas eu la solution au conflits des Chiapas promis d'être résolu en 15 minutes; après les marches des Indiens de mars 2000, les lois approuvées par le gouvernement semblent ne pas tenir compte des droits réclamés par les indigènes. En Argentine, M. De la Rúa qui est arrivé au pouvoir avec le parti de l'ancien Président Alfonsín -en opposition de Menem- devait compter avec M. Domingo Cavallo -ancien Ministre de Menem- pour redresser l'économie. Au Venezuela, la figure emblématique de Hugo Chavez instaure une certaine instabilité et l'application des mesures populistes en faveur des moins défavorisés semble encore se faire attendre. En Equateur le gouvernement de Lucio Gutierrez est critiqué pour oublier le peuple et se soumettre aux diktats du FMI.

L'interruption des gouvernements démocratiques suite à la chute de Jamil Mahuad en Equateur en 2000, de De la Rúa en Argentine en décembre 2001 et récemment d'Aristide en Haïti démontrent que lorsque le leadership du gouvernement pour appliquer des programmes en faveur des majorités est inexistant, les forces politiques du pays avec l'aide de la communauté internationale peuvent renverser le Président. Dans les circonstances actuelles du Pérou, même si le gouvernement Toledo ne répond pas aux attentes des pauvres, il semble être épargné de cette éventualité. Le risque existera pour le gouvernement à élire en 2006. A ce moment là, la démocratie pourrait être en péril si dès maintenant les actions des partis politiques, de la société civile et de la communauté internationale ne sont pas exécutées dans le but de préserver la séparation, l'autonomie et l'indépendance des pouvoirs.



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel : +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

RESUME

La démocratie, le respect des droits de l'homme et l'existence des standards minimums des marchés ouverts sont les caractéristiques de l'actuel système international globalisé. La convocation à des élections présidentielles et législatives tous les cinq ans, l'existence des constitutions politiques et des lois constituant un système juridique et la participation des partis de diverses tendances dans la vie politique caractérisent les éléments positifs de la démocratie représentative existante au Pérou. Entre temps la déformation de la démocratie est présente avec certains abus dans la restriction des libertés démocratiques, la lutte armée envers les groupes terroristes, l'instauration des réseaux de corruption à l'intérieur des gouvernements, la fragilité des institutions, la soumission des pouvoirs exécutif et législatif aux décisions de parti gouvernemental et la transformation du candidat en Président qui n'a pas tenu ses promesses électorales.

Les gouvernements de Belaunde, Fujimori et Toledo se sont limités à présenter la santé financière du pays selon les diktats des organismes de Brettons Wood. Malgré certaines protestations, le système politique n'était pas mis en danger lors de l'application des mesures du modèle néo-libéral. Mais il a été mis en danger lorsque Fujimori a établi un réseau pour rester au pouvoir lors d'élections frauduleuses pour briguer un troisième mandat. Dans la résolution de la crise, la participation de l'Organisation des Etats Américains (OEA), des gouvernements européens et des Etats-Unis, et de la société civile péruvienne ont joué un rôle important démontrant que l'époque des dictatures civiles ou militaires appartenait bel et bien au passé. Les organisations internationales n'ont pas seulement le droit d'agir mais la responsabilité de défendre la démocratie. Et pour cela les conclusions de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation, le suivi de l'Accord National, l'application de la Charte démocratique, la juridiction de la Cour Interaméricaine des droits de l'homme doivent compter avec le soutien de la communauté internationale. Ceci évitera la réapparition des gouvernements populistes et renforcera les partis politiques qui sont à la base des institutions démocratiques.



P.O. Box 5481
CH-1211 Geneva 11
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56
Tel : +41 79 419 91 36
Fax: +41 22 329 29 05
E-mail : contact@cecal.net
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

BIBLIOGRAPHIE

BOWEN Sally, El Expediente Fujimori, El Perú y su Presidente 1990-2000, Perú Monitor S.A., Enero 2000, 386 p.

CELI VEGAS Michel, Articles publiés dans le journal suisse "*Tribune de Genève*" (www.tdg.ch)

- Pérou, tant mieux pour la démocratie (21/06/01)
- Le Pérou sous la coupe des Etats-Unis (04/04/01)
- Ce n'est pas encore le Pérou... (26/10/00)

CELI VEGAS Michel, Articles publiés dans le journal suisse *L'AGEFI* (www.agefi.com)

- Alejandro Toledo gagne au Pérou pour le plus grand bien de la démocratie (07/06/01)
- M. Toledo se place contre le « fujimorisme » mais pas en vue de devenir président (11/04/01)
- Le Parlement déclare l'incapacité morale de Fujimori à gouverner son pays (28/11/00)
- Fujimori cède aux pressions et propose une issue pacifique et démocratique (20/09/00)
- La communauté internationale doit réagir aux atteintes à la démocratie au Pérou (31/07/00)

LEMOINE Maurice, "Un autoritarisme jamais démenti", *Le Monde Diplomatique*, juillet 2000

MESELIER Evelyne, "Les contradictions de la mise en place de la bonne gouvernance au Pérou", dans *Problèmes d'Amérique latine*, N°49 - été 2003, Institut Choiseul pour la politique internationale et la Géoeconomie, 150 p., p.119-146.

PECAUT Daniel, "Pérou, l'agonie du fujimorisme" dans *Problèmes d'Amérique latine*, N° 38, la documentation française, 2000

GARCIA-SAYAN Diego, Una nueva política exterior peruana, Comisión Andina de Juristas - Academia Diplomática del Perú, setiembre 2002, 362 p.

SITES INTERNET

www.oas.org
www.iadb.org
www.acuerdonacional.gob.pe
www.congreso.gob.pe
www.transparencia.org.pe
www.nuevamayoria.com
www.observatorioelectoral.com
www.apra.org.pe
www.peru.org.pe
www.fujimorialberto.com